

Le private equity tricolore joue la carte saoudienne

26/06/2015

Capital Finance

A l'heure où l'Afic a noué un protocole d'accord avec un fonds souverain de la monarchie pour développer les liens vers le non-coté français, CDC IC lance un fonds franco-saoudien de 400 M\$.

La venue du prince Mohamed Bin Salman Bin Abdul Aziz Al Saoud à Paris n'aura pas seulement permis la signature d'un contrat avec l'Arabie Saoudite portant sur des hélicoptères Airbus. La visite du vice-prince héritier et ministre de la défense de la monarchie a aussi débouché sur un protocole d'accord visant à favoriser les investissements dans le non-coté tricolore. Sous le regard attentif du président de la République, François Hollande, le président de l'Afic, Michel Chabanel, a signé ce mémorandum avec le Public Investment Fund, l'un des fonds souverain locaux. En vertu de ce protocole, l'association servira en quelque sorte d'intermédiaire entre les investisseurs saoudiens et les sociétés de gestion françaises. De quoi laisser espérer les GPs hexagonaux de mettre la main sur de précieux contacts pour leurs levées.

CDC IC : un fonds franco-saoudien...

Ce n'est peut-être pas un hasard si la signature de ce mémorandum est intervenue concomitamment avec un autre évènement concernant directement « l'axe » France-Arabie Saoudite dans le domaine du private equity. Au terme d'un an de négociation, CDC International Capital vient en effet de conclure un accord avec Kingdom Holding Company pour le lancement du Franco-Saudi Investment Fund (FSIF). Disposant à ce stade de 100 M\$ apportés à parité par la Caisse et ce holding coté présidé par le prince Al-Waheed, ce véhicule convoite 400 M\$ d'engagements à terme. L'idée étant d'attirer des investisseurs originaires du Golfe (mais aussi d'autres horizons) pour compléter le tour de table. La CDC pourrait aller au-delà de son commitment initial, d'ici au closing.

... pour les ETI qui lorgnent le Golfe

La feuille de route du FSIF est claire : épauler les ETI françaises dans leur développement en Arabie Saoudite, mais aussi dans les autres Etats membres du Gulf Cooperation Council. Son approche sera opportuniste : minoritaire ou majoritaire, joint-venture ou sociétés de projet, du secteur des transports à l'agroalimentaire, en passant par la high tech, la finance, etc. La coopération entre CDC IC et Kingdom Holding Company ne s'arrête pas là. Dans le cadre de l'ouverture de la Bourse de Riyad aux investisseurs étrangers, ce dernier accueillera à son capital la filiale de la CDC, mais aussi d'autres grandes entreprises tricolores, à l'instar d'Axa, d'Engie, d'Orange ou de Suez Environnement. Cette « équipe de France » aura vocation à en détenir conjointement 1 % du capital, au travers d'un véhicule. Un moyen pour elle d'accroître à terme sa présence dans le Golfe.